



Région  
**Centre-Val de Loire**

Conseil régional du Centre-Val de Loire  
9, rue Saint Pierre-Lentin  
CS 94117  
45041 Orléans Cedex 1  
Tél : 02 38 70 30 30 – Fax : 02 38 70 31 18  
[www.regioncentre-valdeloire.fr](http://www.regioncentre-valdeloire.fr)

## **Délibération de l'Assemblée Plénière**

**DAP N° 19.06.02**

### **ADOpte A LA MAJORITE**

POUR : Socialistes, Radicaux et Démocrates (28) / Ecologiste (10)  
CONTRE : Rassemblement National (15) / Pierre Commandeur / Alexandre  
Cuignache / Fabien Verdier  
ABSTENTION Union de la Droite et du Centre (18)

### **OBJET : Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Équilibre du Territoire de la Région Centre Val de Loire**

Le Conseil régional, réuni en Assemblée plénière le 19 décembre 2019, après avoir pris connaissance du rapport du Président du Conseil régional ;

Vu le code général des collectivités territoriale (CGCT), et notamment ses articles L. 4251-1 et suivants ainsi que R. 4251-1 et suivants ;

Vu l'ordonnance n°2016-1028 du 27 juillet 2016 relative aux mesures de coordination rendues nécessaires par l'intégration dans le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, des schémas régionaux sectoriels mentionnés à l'article 13 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la délibération DAP n°12.03.07 du 21 juin 2012 adoptant le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) ;

Vu la délibération DAP n°14. 05.05 des 18 et 19 décembre 2014 adoptant le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) ;

Vu les délibérations DAP n°17.01.01 du 2 mars 2017 définissant les modalités d'élaboration Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) et DAP n°18.04.10 du 29 juin 2018 modifiant le calendrier d'élaboration du SRADDET ;

Vu la délibération DAP n°18.06.03 du 20 décembre 2018 arrêtant le projet de Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) ;

Vu la délibération DAP n°19.04.06 du 17 octobre 2019 adoptant le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) ;

Vu les différents avis recueillis dans le cadre de la consultation des personnes publiques associées ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 24 avril 2019 ;

Vu l'arrêté du Président du Conseil régional n°2019.69 en date du 30 avril 2019 soumettant à enquête publique le projet de Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) arrêté ;

Vu les conclusions motivées et l'avis de la commission d'enquête publique en date du 25 juillet 2019 ;

Vu l'avis émis par le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional en date du 16 décembre 2019 ;

Considérant la prise en compte des avis des personnes publiques associées, de l'autorité environnementale, de la commission d'enquête publique et de l'Etat ;

Considérant qu'à l'issue de la consultation des personnes publiques associées et de l'enquête publique, le schéma a fait l'objet, en vertu de l'article L. 4251-6 du code général des collectivités territoriales, de modifications dans l'objectif d'apporter une réponse aux observations et d'améliorer le document sans porter atteinte à l'économie générale du projet ;

Considérant que le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET), tel qu'il est présenté à l'Assemblée régionale, est prêt à être adopté, conformément aux articles susvisés du code général des collectivités territoriales ;

Considérant qu'en vertu de l'article L. 4251-7 du code général des collectivités territoriales, à la date de publication de l'arrêté approuvant le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET), l'autorité compétente pour adopter l'un des documents de planification, de programmation ou d'orientation auxquels le schéma se substitue en prononce l'abrogation ;

## **DECIDE**

- De prendre acte des observations reçues sur le projet de Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) et des modifications apportées pour en tenir compte et améliorer le projet, telles qu'elles sont récapitulées dans la synthèse des observations et de leur prise en compte annexée à la présente.
- D'adopter, et de transmettre au Préfet pour approbation, le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) Centre-Val de Loire, tel qu'il est annexé à la présente et composé :
  - du rapport consacré aux objectifs du schéma illustrés par une carte synthétique ;
  - du fascicule regroupant les règles générales organisé en chapitres thématiques ;

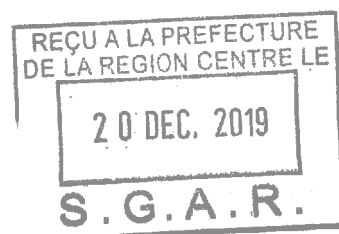
- des documents annexes suivants : le rapport environnemental (livret 1), l'état des lieux du territoire régional (livret 2), le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) (livret 3), le bilan et l'évaluation du Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) (livret 4), le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) et son bilan (livret 5), la liste des voies du Réseau routier d'intérêt régional (livret 6).
- De substituer le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET), à la date de publication de l'arrêté préfectoral l'approuvant, au Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) adopté le 21 juin 2012, au Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) adopté le 19 décembre 2014, et au Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) adopté le 17 octobre 2019, et par conséquent d'abroger ces trois schémas sectoriels.
- D'habiliter le Président du Conseil régional à signer les documents relatifs à cette décision ainsi que tous les actes afférents.
- De mettre en œuvre le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) approuvé en associant les collectivités et leurs groupements, l'Etat, et les partenaires du Conseil régional, au pilotage et au suivi-évaluation du schéma.

**Le Président du Conseil régional,**

**François BONNEAU**

**SIGNE ET AFFICHE LE : 20 décembre 2019**

N.B : Le Président susnommé certifie le caractère exécutoire de cette décision qui peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans CEDEX 1, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique " Télérecours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> dans ce même délai.



**N° 0768**